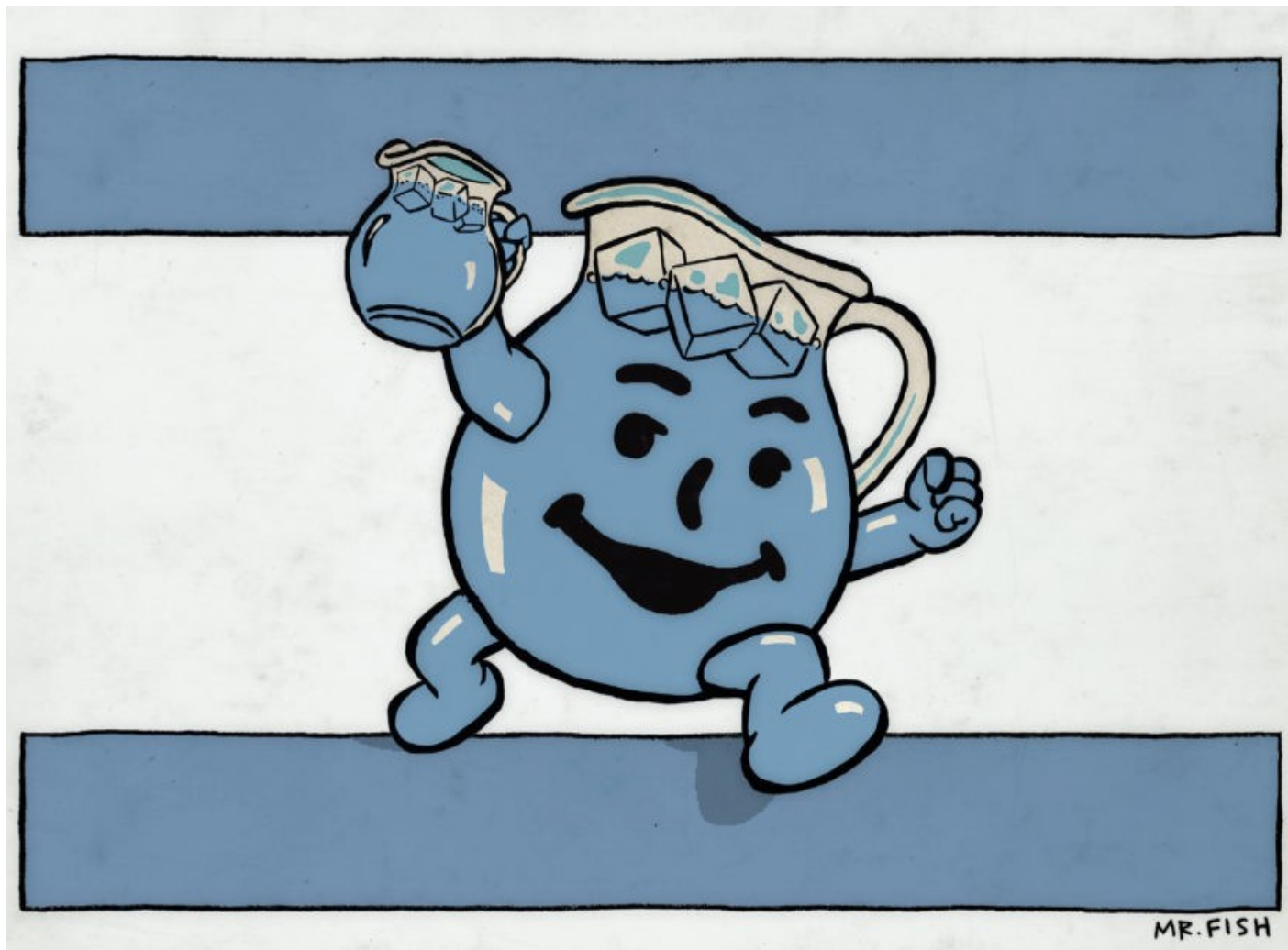


# L'emprise israélienne sur la politique des États-Unis

Mr. Fish <https://www.truthdig.com/articles/israels-stranglehold-on-american-politics/>



Ce n'est pas une opinion antisémite mais c'est un fait, le lobby israélien achète presque tous les politiciens de haut rang aux États-Unis, et cela, avec l'aide de notre système de corruption légalisée. C'est un fait.

Et ce n'est pas faire preuve d'antisémitisme que de rappeler la campagne d'assassinats, de diffamation et de mise sur liste noire menée par ce même lobby contre ceux qui défendent les droits des Palestiniens (y compris l'historien juif Norman Finkelstein et des étudiants universitaires, dont nombre de confession juive, militant au sein d'organisations comme Students for Justice in Palestine). C'est un fait.

Tout comme les mouvements de désinvestissement et de sanctions ne font pas preuve d'antisémitisme quand ils dénoncent l'adoption par vingt-quatre États d'une loi soutenue par ces mêmes lobbies exigeant de leurs travailleurs et entrepreneurs, sous la menace d'un licenciement, la signature d'un engagement pro-israélien et la promesse de ne pas soutenir le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions). C'est un fait.

Et dénoncer la décision éhontée prise en 2014 par l'ensemble des 100 sénateurs américains - dont Bernie Sanders - d'adopter un plébiscite de style soviétique proposé par ce même lobby pour affirmer le "droit d'Israël à se défendre" pendant les 51 jours où il a bombardé et bombardé des maisons, des usines de traitement des eaux, des centrales électriques, des hôpitaux et des écoles des Nations Unies à Gaza, tuant 2 251 Palestiniens dont 551 enfants n'est pas faire preuve d'antisémitisme. C'est un fait.

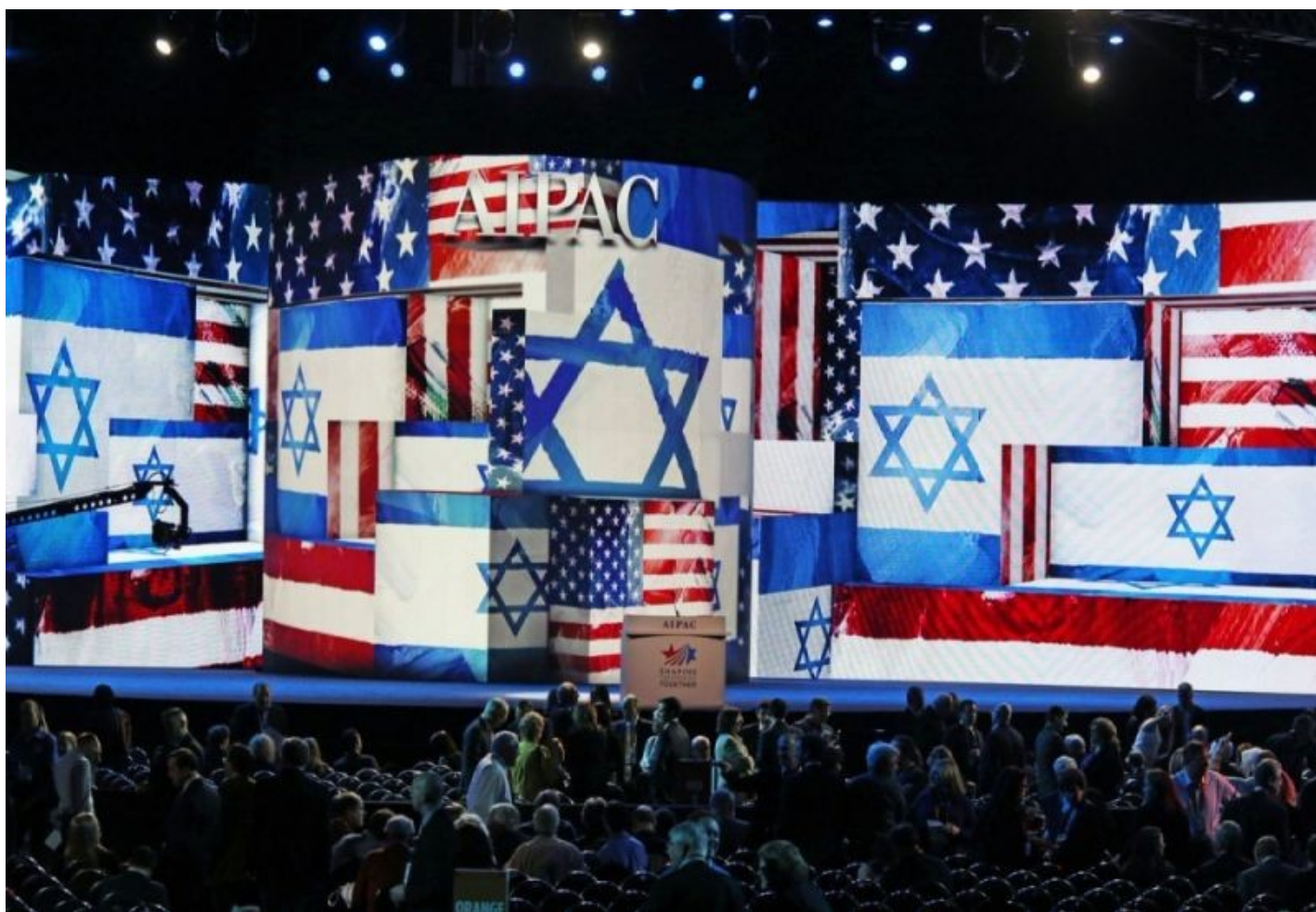
Dénoncer le refus des États-Unis (y compris aux Nations Unies et dans d'autres organismes internationaux) de critiquer

l'État d'apartheid d'Israël et sa violation systématique du droit international, n'est pas non plus faire preuve d'antisémitisme. C'est un fait.

Et s'élever contre les campagnes largement financées par ce même lobby, en étroite collaboration avec le ministère israélien des Affaires stratégiques, afin de discréditer tout politicien ou universitaire américain qui s'écarterait même très légèrement de la ligne israélienne n'est pas faire preuve d'antisémitisme. C'est un fait.

(L'invitation inconstitutionnelle du président de la Chambre de l'époque, John Boehner, au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, pour qu'il s'adresse au Congrès en 2015 afin de dénoncer l'accord nucléaire du président Barack Obama en Iran est un exemple resté tristement célèbre d'une attitude de soumission d'un politicien américain). Et enfin, dénoncer l'ingérence massive d'Israël et de son lobby dans nos affaires intérieures, qui dépasse de loin celle de tout autre pays, y compris la Russie ou la Chine n'est pas faire preuve d'antisémitisme. C'est un fait.

Les laquais d'Israël au sein de la classe politique, ainsi que les courtisans en déroute de la presse américaine, y compris Wolf Blitzer, ancien employé de l'AIPAC, American Israel Public Affairs Committee [Comité américain des affaires publiques israéliennes NdT]), commettent cependant une grave erreur en refusant de reconnaître l'ingérence excessive, transparente et souvent illégale d'Israël dans le système politique américain ainsi que sa brutale oppression des Palestiniens. C'est trop évident et trop flagrant pour être caché. Plus les élites au pouvoir ignorent cette réalité, censurant et attaquant ceux qui, comme Ilhan Omar, ont la témérité de dénoncer cette ingérence et les violations des droits humains perpétrées par Israël, plus elles crédibilisent les racistes, les fanatiques, les théoriciens du complot et les groupes suprémacistes blancs d'extrême-droite souvent enracinés dans la droite chrétienne, qui eux sont de véritables antisémites. Israël et son lobby annulent progressivement la force morale et finalement politique des Juifs, au lieu de les protéger.



La critique d'Israël et de l'idéologie sioniste, ce n'est pas de l'antisémitisme.

La critique de l'influence et du contrôle d'Israël sur la politique étrangère américaine, et des efforts israéliens pour faire taire ceux qui défendent les droits des Palestiniens, ce n'est pas non plus de l'antisémitisme.

Critiquer l'oppression des Palestiniens par Israël ou sa dangereuse campagne pour orchestrer une guerre avec l'Iran, ce

n'est pas de l'antisémitisme. Plus Israël et le lobby israélien exploitent l'accusation d'antisémitisme, accusation que le lobby israélien a portée contre le dirigeant du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, entre autres, plus ils perdent de leur efficacité contre les dangereux antisémites dont les rangs grossissent à l'extrême droite et dans le monde musulman.

Israël et son lobby se fichent complètement de savoir si leurs alliés politiques, y compris ceux de la droite chrétienne et de la Maison-Blanche de Trump, ont des attitudes malhonnêtes et racistes envers les Juifs. La droite chrétienne et beaucoup de gens de la Maison-Blanche, sont également antisémites, bien qu'embrassant le sionisme, . Le président Donald Trump a qualifié les néo-nazis de "gens très bien" et a tweeté une fois une illustration d'Hillary Clinton sur un fond de billets de 100 dollars, avec l'étoile de David placée devant son visage. Le seul critère d'Israël et du lobby israélien pour déterminer qui soutenir et qui diaboliser est d'identifier qui soutient l'agenda d'extrême droite de l'État d'apartheid d'Israël et qui ne le fait pas.

La question de la sincérité de l'antisémitisme n'est pas pertinente. Pour Israël, c'est la ligne de faille des droits des Palestiniens qui divise le monde. Défendez les Palestiniens et vous êtes antisémite. Encouragez leur marginalisation, leur oppression et leur extermination et vous êtes un ami des Juifs. Les dirigeants juifs ont-ils oublié leur propre histoire ?

L'antisémitisme est inacceptable et dangereux : non seulement parce qu'il est préjudiciable aux Juifs, mais aussi parce que les forces obscures de la haine ethnique et religieuse, dont se servent Israël et le lobby pour s'opposer à toute critique, sont néfastes pour tout le monde, y compris les Juifs et les Palestiniens. C'est à vos risques et périls que vous ouvrez cette boîte de Pandore.

L'ingérence d'Israël dans le système politique américain est largement démontrée, y compris dans le documentaire en quatre parties d'Al-Jazeera "The Lobby", dont la diffusion a été empêchée par Israël et ses partisans. Dans le film, dont une copie piratée peut être visionnée sur le site Internet Electronic Intifada, les dirigeants du lobby israélien sont montrés à plusieurs reprises en caméra cachée par un journaliste en train d'expliquer comment, soutenus par les services de renseignement en Israël, ils attaquent et font taire les critiques américains et utilisent d'énormes dons en espèces pour contrôler le processus électoral et le système politique américains. Le lobby israélien, dans l'incapacité d'apporter un démenti plausible, est resté étonnamment silencieux sur le film. Face à la pression du lobby, la presse a ignoré le documentaire.

Le documentaire expose les différentes manœuvres du lobby israélien.

Dans une interview officielle accordée à Al-Jazeera dans ce documentaire, M.J. Rosenberg, ancien rédacteur en chef de la revue de l'AIPAC "Compte-Rendu des Politiques au Proche-Orient" et désormais critique de l'AIPAC, a déclaré : "Nous nous sommes assurés qu'il y avait des gens [des agents du lobby] dans chaque district du Congrès", "Vous appelez [les politiciens] et dites : "J'appelle de la part de l'AIPAC à Washington". J'ai passé ces appels. "Il paraît que vous êtes un bon ami du député un tel et une telle." "Oh mon Dieu, oui, on est amis avec un tel et et une telle." "Que pense-t-il d'Israël ?" "Je ne lui ai jamais parlé d'Israël." " Eh bien, je peux venir vous en parler ? Et vous aider à trouver un moyen pour lui parler d'Israël ?" "Non, dites-moi simplement. Qu'est-ce que je devrais dire ? Et je vais juste lui dire."

Craig Holman, qui milite avec Public Citizen pour une réforme du lobbying, est également présent dans ce film qui dénonce les pratiques de collecte de fonds du lobby israélien.

"À l'heure actuelle, le plafond [fédéral] de contribution de quiconque à un candidat est de 2 700 \$ ", dit M. Holman. "C'est beaucoup d'argent. Qui peut certainement acheter ... une certaine gratitude auprès d'un législateur. Mais si vous voulez vraiment ajouter du punch à ce genre de pot de vin, ce que vous faites, c'est de réunir 50 ou 100 personnes lors d'un événement comme celui qui est présenté ici, chacun s'acquittant de 2 700 \$, puis vous ramassez le tout et remettez le montant total au législateur. À ce moment-là, on est en train de parler d'un montant d'à peu près un quart de million de dollars. Tout d'un coup, vous avez un groupe de personnes qui ont la même demande vis à vis du législateur, et qui lui donnent un quart de million de dollars. C'est ça, acheter un législateur."

L'un des événements de collecte de fonds filmés dans le documentaire était destiné à Anthony Brown, un démocrate qui s'est présenté avec succès au Congrès pour le Maryland en 2016.

"Vous choisissez stratégiquement ceux qui sont dans des élections serrées et [avec qui vous] souhaitez construire des relations", dit David Ochs, le fondateur de HaLev et activiste pour Israël, dans le documentaire. Nous voulons que la communauté juive se retrouve face à face dans un environnement clos - 50, 30, 40 personnes - et dise : " Voilà ce qui est important pour nous ". "

"Ils achètent en fait ces fonctionnaires", dit Holman du Public Citizen dans le documentaire. Du point de vue du lobby, il dit : "Nous investissons tout cet argent pour pouvoir remettre 100 000 \$ ou 200 000 \$ au titulaire du poste afin que nous puissions les acheter".

"Ce que[le] groupe fait pour contourner l'exigence [fédérale] de déclaration, c'est qu'il ne fait pas transiter cet argent par son propre compte pour le remettre ensuite au titulaire du poste," dit Holman au sujet du lobby israélien. "Il s'agit simplement de recueillir les données sur les cartes de crédit afin de les remettre directement au candidat. Par conséquent, cela n'enfreint pas la loi sur l'affectation des crédits et la situation n'a pas à être signalée. Tout ce qu'il est possible de voir dans les rapports sur le financement des campagnes électorales, ce sont les personnes qui ont contribué. Mais il n'y a aucun rapport de financement de campagne indiquant qu'ils étaient ou pas ensemble dans un rassemblement lors du même événement. Tout ce que nous savons, c'est que la personne A a donné 2 700 \$ ; la personne B a donné 2 700 \$. Et nous n'avons aucune idée du fait qu'ils aient pu être en collaboration les uns avec les autres."

Chaque année, le lobby israélien paie également des voyages somptueux en avion vers Israël à des centaines de membres du Congrès, souvent avec leur famille, pour des séjours dans des lieux de villégiature de luxe. Ces membres du Congrès en arrivent à des factures individuelles qui dépassent souvent 20 000 \$. Le décret "Honest Leadership and Open Government Act" de 2007 a bien tenté d'empêcher les lobbyistes d'offrir aux membres du Congrès des voyages payés d'une durée supérieure à une journée. Mais l'AIPAC, qui n'a jamais eu à s'enregistrer en tant qu'agent étranger, a utilisé son influence pour inclure dans la loi une clause excluant les soi-disant voyages éducatifs organisés par des organismes de bienfaisance qui ne loueraient pas les services de lobbyistes. L'AIPAC est affiliée à une organisation caritative de ce type, l' American Israel Education Foundation.

"Elle a pas de bureau", dit Holman à propos de la fondation. "Elle n'a pas d'employés. C'est juste un formulaire d'impôt qu'ils [agents de lobbying israéliens] remplissent . Elle offre des dîners, des lieux de villégiature merveilleux, des divertissements, le tout inclus dans la formule complète de ces voyages. C'est un outil très, très efficace pour le trafic d'influence."

L'investissement d'Israël et de ses bailleurs de fonds en vaut la peine. En 2018, le Congrès des États-Unis a approuvé un programme d'aide à la défense de 38 milliards de dollars sur 10 ans à destination d'Israël et a dépensé plus de 5 600 milliards de dollars durant les 18 dernières années dans des guerres stériles pour lesquelles Israël et son lobby ont milité au Moyen Orient.

"Si vous sortez de votre réserve et critiquez Israël, non seulement vous n'obtiendrez pas d'argent, mais l'AIPAC s'emploiera activement pour trouver un candidat à vous opposer", précise dans son article John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago et co-auteur du documentaire "The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy". "Et ils lui apporteront un soutien généreux. Le résultat final est que vous risquez fort de perdre votre siège au Congrès."

Le film se concentre en partie sur Jim Moran, qui a siégé à la Chambre des représentants des États-Unis de 1991 à 2015 et qui était un opposant farouche au lobby israélien.

"Ils ont des questionnaires ", se souvient Moran à propos de l'AIPAC dans le film. "Quiconque se présente au Congrès[reçoit une demande de l'AIPAC] doit remplir un questionnaire. Et ils évaluent la sincérité de votre dévouement envers Israël sur la base de ce questionnaire. Ensuite vous rencontrez les gens du coin. Si vous obtenez le soutien de l'AIPAC, alors en général vous gagnez."

"On vous explique qu'Israël continue d'être assiégé par des centaines de millions de ses voisins qui sont musulmans et qui haïssent Israël et le peuple juif ", dit Moran. "On vous dit : "Ils ne survivent que grâce aux États-Unis, grâce à des politiciens américains comme vous qui nous soutiennent. "

"Vous réalisez que ce n'est pas seulement une question d'argent", poursuit-il. "Un certain nombre de militants concernés enverront des cartes postales, passeront des coups de téléphone, ils s'organiseront. C'est le processus démocratique. Ils comprennent le processus démocratique."

"Ils utilisent la menace ", dit M.J. Rosenberg au sujet de la réaction des dirigeants du lobby israélien face aux élus qui critiquent Israël. "Ils menacent directement. Même si[les politiciens] savent que l'AIPAC ne peut pas gagner, mais l'AIPAC peut leur compliquer la vie. Ils peuvent s'assurer qu'à leur prochaine réunion municipale ou autre, des membres de la congrégation juive se lèvent et disent : "Mais vous êtes contre Israël ! "

Moran a été pris pour cible par le lobby israélien parce qu'il a soulevé des questions au sujet de la Loi de 2001 sur l'autorisation d'utilisation de la force militaire, qui a conduit aux guerres en Afghanistan et en Irak.

Moran a déclaré à un électeur juif lors d'une assemblée municipale dans son quartier que "si la communauté juive s'opposait à la guerre, je pense que cela ferait une différence" quant à la décision des États-Unis d'invasion de l'Irak. Il a immédiatement été accusé par le lobby israélien d'être un antisémite pour avoir fait croire qu'il y avait une conspiration

juive pour pousser l'Amérique à la guerre.

"Il y avait un rabbin conservateur dans mon district qui m'a été affecté, je suppose, par l'AIPAC ", dit Moran. "Il m'a averti que si j'exprimais mon point de vue sur le lobby israélien, ma carrière serait terminée, et il m'a laissé entendre que cela se ferait par le biais du [Washington] Post. Bien sûr, le Washington Post a fait un éditorial violent. Tout le monde s'est rallié."

Le film montre une capture d'écran d'un titre de 2003 dans le Washington Post : "Désolé, M. Moran, vous n'êtes pas fait pour la fonction publique." Au cours des années suivantes, il y a eu un certain nombre d'autres commentaires négatifs.

Dans le film, Eric Gallagher, qui était à l'époque avec The Israel Project, dit au journaliste infiltré que l'AIPAC a une relation étroite avec le comité de rédaction du Washington Post.

Le principal comité éditorial du Post s'est avéré un instrument très efficace parce qu'il a réussi à maintenir sa crédibilité ", explique Moran." C'est un excellent journal à tous points de vue. Parce qu'ils ont une telle crédibilité, ils sont extrêmement performants."

"Mes deux filles ont épousé des Juifs," dit Moran. "Mes petits-enfants sont juifs. Quiconque me considère comme un antisémite est un ignare."

L'AIPAC [American Israel Public Affairs Committee NdT], bien qu'il se présente comme un partisan impartial d'Israël, est depuis longtemps un bras de la droite israélienne. Il s'est opposé avec véhémence aux accords d'Oslo et au processus de paix avec les Palestiniens orchestré par le Premier ministre Yitzhak Rabin. Il a investi de l'argent et des ressources dans la campagne électorale israélienne de 1992 pour soutenir les opposants politiques de Rabin au Likoud. Rabin n'a pas invité les dirigeants du lobby israélien à son intronisation et, selon un de ses assistants, a qualifié les dirigeants du lobby israélien de "salauds". Il a dénoncé à plusieurs reprises le lobby comme un obstacle à la sécurité et à la démocratie d'Israël.

Le journal israélien Haaretz a qualifié de "brutales" les remarques de Rabin aux dirigeants juifs américains lors d'une visite aux Etats-Unis. "Vous avez fait du mal à Israël ", citait Rabin dans le journal. "Je ne vous permettrai pas d'influencer mes relations avec l'administration [américaine]."

Le Washington Jewish Week a rapporté que Rabin a dit à la direction de l'AIPAC : " Vous avez échoué en tout. Vous avez mené des batailles perdues. ... Vous avez causé des dommages à Israël. ... Vous êtes trop négatif. ... Vous suscitez trop de conflits."

Après l'assassinat de Rabin en 1995 par un fanatique juif de droite et la victoire électorale du Likoud en 1996 sous la direction de Netanyahou, le lobby israélien est revenu dans les bonnes grâces du gouvernement israélien. Alors qu'Israël s'engageait de plus en plus vers la droite et adoptait des politiques de plus en plus ouvertement racistes envers les Palestiniens sous Netanyahou, le lobby est devenu plus intrusif dans la vie politique américaine. Les politiques d'apartheid d'Israël, le racisme et les agressions meurtrières contre des Palestiniens non armés aliènent de plus en plus de ses partisans traditionnels, y compris de jeunes Juifs américains.

Israël, incapable de justifier de ses violations des droits humains et de ses atrocités, a opté pour des formes de contrôle plus sévères, notamment la censure, l'espionnage et les attaques contre ses détracteurs. Elle a fait pression sur le département d'État américain pour qu'il donne une nouvelle définition de l'antisémitisme selon un critère en trois points appelé les Trois D : les déclarations qui "diabolisent" Israël ; les déclarations qui se fondent sur le "deux poids deux mesures" en Israël ; les déclarations qui "délégitimisent" l'État d'Israël.

Cette définition est encouragée par le lobby israélien dans les assemblées législatives des États et sur les campus universitaires. Elle répand les discours haineux de l'islamophobie, notamment en organisant, sur les campus universitaires, le jour du souvenir de l'Holocauste la projection du film raciste "Unmasked Judeophobia" [ La judéophobie dévoilée NdT]. Le film affirme que les musulmans souscrivent à un antisémitisme de type nazi et cherchent à perpétrer un autre holocauste contre les Juifs.

Presque tous les musulmans américains visés par les forces de l'ordre depuis le 11 septembre ont été repérés pour leur franc-parler au sujet des droits des Palestiniens. La plupart des personnes arrêtées n'avaient aucun lien avec Al-Qaïda, affirme Hatem Bazian, professeur au département d'études sur le Proche-Orient de l'Université de Berkeley, dans le film - " aucun lien avec ce qu'on appelle le terrorisme transnational ".

Il y a des fractures au sein du Parti démocrate, comme en témoigne le fait que la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a été confrontée à la révolte de députés plus jeunes et plus progressistes au sujet de sa proposition d'adopter une résolution sur l'antisémitisme appuyée par les lobbyistes israéliens et visant à couvrir la représentante Omar de

honte. Une résolution reformulée, qui ne plaisait pas au lobby, a été adoptée, condamnant les préjugés anti-musulmans et la suprématie blanche et citant "les Afro-Américains, les Amérindiens et autres personnes de couleur, les juifs, les musulmans, les hindous, les sikhs, les immigrants et autres" victimes du racisme.



La main-mise d'Israël sur le Parti démocrate s'érode. Elle perd de sa légitimité aux yeux du public. C'est la raison pour laquelle les stratégies d'Israël deviendront plus vicieuses et sournoises. Son ingérence dans le processus démocratique se caractérisera moins par une tentative de persuasion que par l'utilisation d'argent pour assurer la fidélité à ses politiques, à la censure, à l'application d'engagements juridiquement contraignants en faveur d'Israël pour neutraliser le mouvement BDS, et le style de discours de haine raciste qu'il a déchaîné contre la représentante Omar. Le lobby, et Rabin l'avait bien compris, n'a jamais été un véritable ami d'Israël.